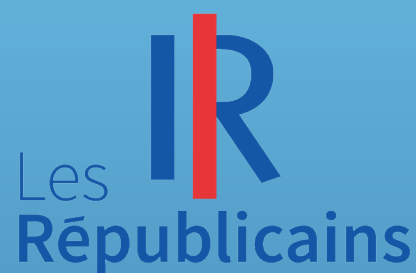


ÉLECTIONS LÉGISLATIVES - 30 JUIN - 7 JUILLET 2024
1^{ère} CIRCONSCRIPTION DES PYRÉNÉES-ORIENTALES



FACE À L'URGENCE, LE BON SENS

**Loïc
MOSZKOWIEZ**

SUPPLÉANT : PIERRE MOLINA

Nos 10 propositions pour redresser la France

1. Défendre le pouvoir d'achat et réindustrialiser la France pour retrouver de la prospérité.

Nous devons être un pays qui produit et pas seulement qui consomme. L'industrie procure des emplois de qualité. Il faut baisser les charges des entreprises et taxer les importations qui ne respectent pas nos normes. Nous augmenterons les salaires nets en baissant les cotisations sociales salariales. Nous réduirons le prix de l'électricité en relançant notre filière nucléaire et en supprimant certaines taxes sur l'électricité devenues inutiles.

2. Maîtriser l'immigration incontrôlée.

Nous reproposeons la réforme constitutionnelle nécessaire pour protéger nos frontières et dont M. Macron n'a pas voulu. Nous réduirons l'attractivité de notre modèle social en réformant l'aide médicale d'Etat et en conditionnant le versement des aides sociales non contributives à plusieurs années de séjour régulier.

3. Mettre en place une vraie politique du logement.

Nous supprimerons l'interdiction de la mise en location des passoires thermiques qui tue le marché locatif et nous protégerons les propriétaires contre les mauvais payeurs et les squatteurs. Nous baisserons les impôts sur les revenus locatifs pour remettre des logements sur le marché. La résidence principale ne sera plus taxée à l'IFI. Nous favoriserons l'accès à la propriété pour tous les Français.

4. Reprendre en main la politique pénale.

Nous rétablirons les peines planchers et nous créerons de courtes peines de prison immédiatement applicables pour tout délit. Les amendes seront aussi tout de suite recouvrées. Nous recruterons d'anciens militaires, policiers, inspecteurs des impôts pour réprimer rapidement les incivilités et la délinquance du quotidien. La justice des mineurs sera revue de fond en comble.

5. Soutenir l'assimilation et lutter contre l'islamisme.

Nos introduirons dans la Constitution la règle selon laquelle personne ne peut se prévaloir de sa religion ou de son origine pour ne pas respecter les lois de la République. Nous supprimerons tous les financements aux associations liées de près ou de loin à l'islamisme.

6. Lutter contre la bureaucratie pour libérer les Français et soutenir nos agriculteurs et nos entreprises.

Comme le disait le Président Pompidou, il faut « arrêter d'emmerder les Français ». Nous supprimerons les normes inutiles, françaises ou européennes.

7. Promouvoir une écologie fondée sur le progrès et respectueuse de notre mode de vie rural.

Nous développerons la filière nucléaire qui est une énergie décarbonée. Nous l'avons toujours défendue alors qu'Emmanuel Macron l'a reniée. Nous défendrons nos traditions et ferons confiance aux acteurs de terrain pour préserver la biodiversité et la beauté de nos territoires.

8. Mettre de l'ordre dans nos comptes publics et corriger les dérives de notre modèle social.

Nous voulons ramener le déficit public à la moyenne des pays européens et baisser les impôts pour vous redonner le pouvoir d'acheter, le pouvoir de produire et le pouvoir de transmettre à vos enfants. Nous serons intraitables avec les fraudeurs et les profiteurs de notre protection sociale.

9. Favoriser les familles.

Nous rétablirons les allocations familiales pour tous et nous permettrons aux Français de transmettre le produit d'une vie de travail à leurs enfants et petits-enfants sans être matraqués fiscalement. Il n'y aura plus d'impôt sur les transmissions familiales d'entreprises et d'exploitations agricoles.

10. Réformer en profondeur l'éducation et la santé.

Nous voulons revaloriser le salaire des enseignants et donner de l'autonomie aux établissements scolaires. Nous réaffirmerons la valeur du mérite. L'enseignement privé doit être respecté tout comme les établissements de soins privés. Nous favoriserons l'installation de médecins là où il n'y en a pas. Dans les hôpitaux, nous donnerons la priorité aux soins et pas à la bureaucratie.